

Les France Télécom sont au bout du rouleau

SOCIAL Malgré des conditions de travail de plus en plus difficiles et une surveillance accrue de la direction, les salariés poursuivent leurs actions pour continuer à travailler sur Cahors.

Les employés de France Télécom ont observé une minute de silence le 1^{er} octobre dernier en hommage à Jean-Paul Rouanet, un de leurs collègues d'Anancy qui a mis fin à ses jours. Mardi 6 octobre, ils ont manifesté devant la boutique Orange sur le boulevard Gambetta. L'ambiance est de plus en plus lourde sur le site de Terre-Rouge. Gérard Salgues, 51 ans, de l'intersyndicale, décrit le malaise quotidien. « Tous les jours, dès 8 heures, on regarde le planning pour vérifier que tout le monde est bien là. Je fais le tour des équipes pour savoir si tout le monde va bien. Des collègues pleurent. Le déménagement est dans toutes les têtes. Le travail s'en ressent avec moins de rentabilité. On a perdu



La minute de silence des salariés en présence de l'adjoint au maire de Cahors, Serge Laybros.

le goût du travail. On était l'agence la plus performante et on apprend qu'on nous ferme, on ne comprend plus», raconte l'employé, qui précise l'activité du centre cadurcien : « On fait

de la gestion. On travaille pour tout ce qui est multimédia, télé, Internet. »

Gérard Salgues souligne aussi une des nouveautés mises en place par la direction : « Il y a des

cadres de Toulouse qui viennent pour nous surveiller. Ils sont là tous les jours. Ils se relaient. Avant on ne les voyait pas. Ils ne font plus confiance aux cadres de Cahors. »

Les quarante-huit salariés sont suspendus à la décision de la direction et espèrent un revirement. « On attend. Et on attend aussi les réponses des politiques », conclut Gérard Salgues. Dominique Orliac, la députée du Lot, devait poser une question à ce sujet à l'Assemblée nationale, mardi 6 octobre, avant de rencontrer Bruno Janet le conseiller spécial de Didier Lombard chargé des collectivités locales, afin de lui demander à nouveau l'abandon du projet de transfert des salariés vers Montauban.

Thibaut Souperbie

Pourquoi ils ne veulent pas quitter Cahors



Jean-Pierre Malbouyssou,
50 ans, employé
France Télécom depuis
trente ans, Saint-Henri.

« Partir sur Montauban représente deux trajets journaliers. Au niveau santé, je ne m'en sens pas la force. Côté financier, il y a une énorme perte. Cela représente 400 € par mois rien qu'en essence et en autoroute. Sans compter les dégâts sur la vie de famille. J'ai deux enfants, un en CM1 à Bellevue et l'autre en 5^e au collège Gambetta. On s'arrange entre voisins pour du covoiturage ; je ne me vois pas ne plus remplir ma part du contrat. En plus, mes enfants ne veulent pas déménager. »



Nadine Mourigal,
43 ans, employée
France Télécom depuis
treize ans, Cieurac

« J'ai fait un choix en privilégiant le confort et la vie en province après des années à Paris et revenir dans le département où je suis née. Une de mes filles est scolarisée à Cahors au collège et l'autre à Cieurac. A 9 ans, elle ne peut pas rester seule ni le matin, ni le soir. La distance implique des frais financiers supplémentaires, de la fatigue. Mes enfants veulent rester ici. France Télécom a signé une charte de parentalité pour concilier vie familiale et professionnelle, j'aimerais qu'il l'applique. »



Patrick Teulier,
48 ans, employé France
Télécom depuis vingt-huit
ans, Castelnau-Montratier

« Il y a vingt-huit ans, je suis monté à Paris, j'y suis resté seize ans et, les trois dernières années, ma femme et ma fille étaient descendues dans le Lot ; donc je faisais les voyages tous les week-ends. Maintenant j'ai trois enfants, je suis installé sur Castelnau-Montratier. J'ai aménagé mon temps de travail, j'ai le mercredi pour rester avec eux. Avec ce qui se prépare, je vais repartir comme avant, les poser de bonne heure et les récupérer tard le soir. Je n'ai pas envie de revivre ça. Ils nous cassent tout, nous n'aurons plus de vie de famille. »



Joëlle Vidal,
54 ans, employée France
Télécom depuis trente-
trois ans, Pradines

« Je suis partie vingt ans à Paris, de vingt ans à mes quarante ans. J'ai déjà donné. A 54 ans, je n'ai pas envie de repartir sur les rails. Le travail que l'on nous propose à Montauban est dévalorisant. En plus, on nous fait miroiter des évolutions de carrière. Ce n'est pas ce qui m'intéresse. Mon mari est artisan. Il a eu sept ans de galère. Il ne veut plus bouger. De plus, ma fille aînée fait ses études à Paris. Ça coûte cher. On va perdre énormément d'argent en étant mutés sur Montauban avant probablement Toulouse. »